

DEMANDE D'ASSISTANCE EN MATIÈRE PÉNALE

Le ministère des Affaires étrangères reçoit par la voie diplomatique les lettres rogatoires émises par des autorités judiciaires étrangères ; il les transmet directement au président du Tribunal supérieur de justice (STJ), aux fins de délivrance d'un exequatur, c'est-à-dire l'arrêté qui, au Brésil, donne force exécutoire à la procédure judiciaire réalisée à l'étranger. Les actes judiciaires qui sont traités par les autorités centrales sont également soumis à l'exequatur du STJ.

Il incombe aux juges fédéraux, en première instance, de traiter les lettres rogatoires et d'en ordonner l'exécution forcée, après délivrance, par le STJ, de l'exequatur (alinéa X de l'article 109 de la Constitution fédérale de 1988). Une fois la lettre rogatoire exécutée, celle-ci est remise au président du STJ dans un délai de 10 (dix) jours, et dans un délai identique à l'autorité judiciaire d'origine par l'intermédiaire du ministère de la Justice ou du ministère des Relations extérieures.

Les demandes de coopération juridique internationale ayant pour objet des actes qui ne sont pas soumis à la décision du Tribunal supérieur de justice (avis superficiel sur la légalité d'un acte, sans toutefois aller jusqu'à l'examen des mérites), même si elles sont désignées comme des lettres rogatoires, sont acheminées ou remises au ministère de la Justice pour que celui-ci prenne les mesures nécessaires à l'exécution de l'assistance directe.

Parmi les attributions du Département de récupération des actifs et de coopération juridique internationale (DRCI), qui relève du ministère de la Justice, figurent la coordination de l'exécution de la coopération juridique internationale, la fonction d'autorité centrale chargée du traitement des demandes de coopération juridique internationale et l'acheminement des demandes de coopération juridique internationale active et passive aux fins d'exécution, ainsi que la prestation de services consultatifs dans ce domaine.

Ainsi, les demandes de coopération juridique internationale passive en matière pénale, qui relèvent de la compétence de la justice fédérale brésilienne et qui ne sont pas assujetties à la décision du Tribunal supérieur de justice, sont acheminées par le DRCI au Centre de coopération juridique internationale (CCJI) du Bureau du Procureur général de la République pour que ce dernier procède à la répartition des demandes aux services du ministère public fédéral compétents pour réaliser, conformément au système judiciaire, la procédure nécessaire à l'exécution de la coopération.

En fonction de ses caractéristiques, cette demande peut être acheminée, simultanément ou par un autre procédé, par le DRCI au Département de la police fédérale aux fins d'exécution, en tenant compte de l'éventuelle nécessité d'adopter certaines mesures qui relèvent de la police. Enfin, la demande

d'assistance motivée par la commission d'actes qui, selon le droit brésilien, ne nécessitent aucune intervention de la part des autorités compétentes, peut être acheminée directement par le DRCI à une autorité administrative compétente aux fins d'exécution.

Le Brésil n'a adopté aucun formulaire strict devant être utilisé par les autorités étrangères compétentes pour le dépôt de demandes d'assistance juridique adressées à ce pays ; toutefois, les modèles reconnus sur le plan international doivent être observés pour ce genre de demande.